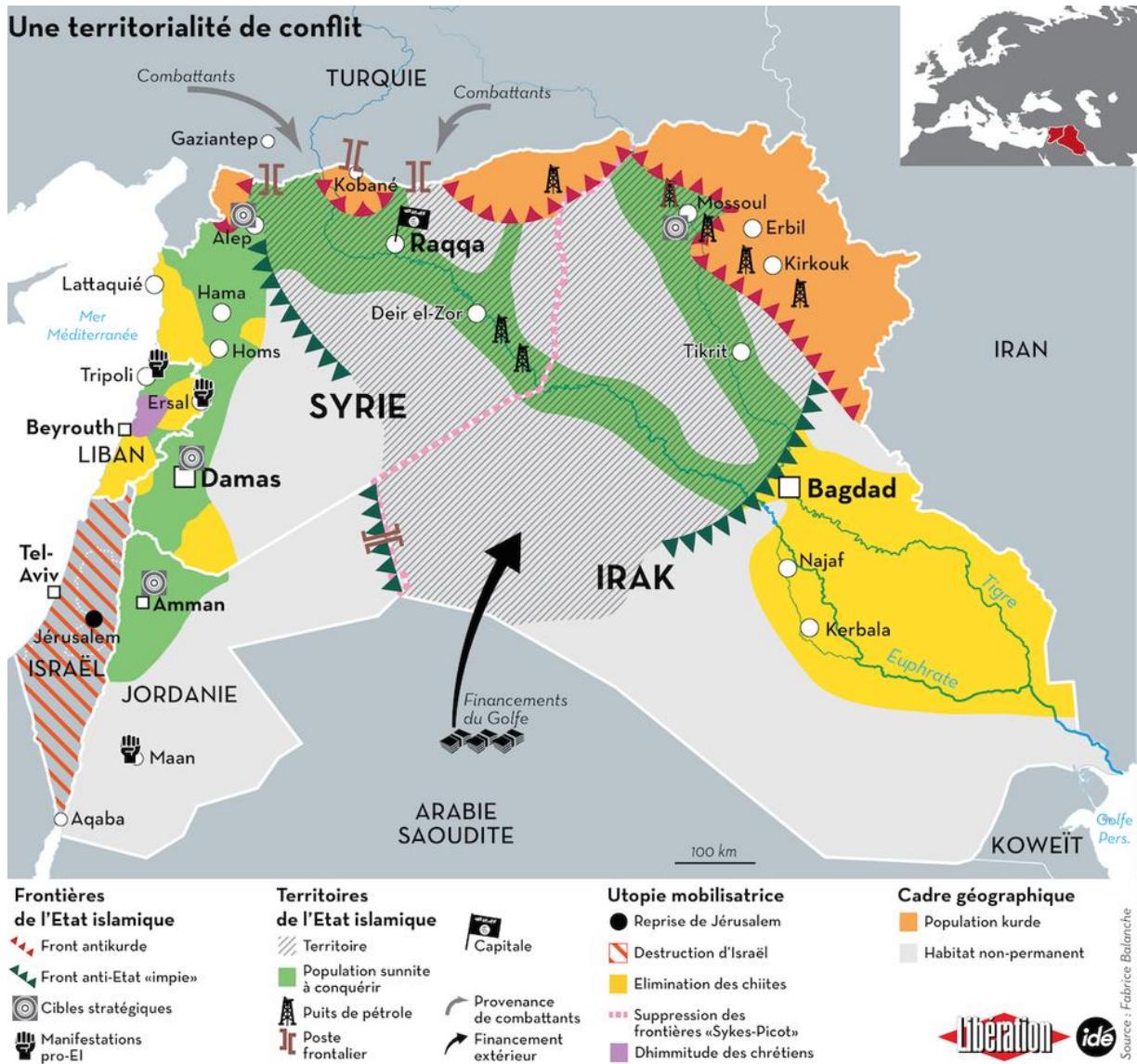


L'inexorable progression de l'Etat islamique

Par [Fabrice Balanche, Géographe et directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à la Maison de l'Orient et de la Méditerranée](#) — 2 octobre 2014 à 19:06

L'expansion de l'Etat islamique au 2 octobre 2014. Une carte réalisée dans le cadre du Libé des Géographes. Infographie Idé pour Libération



Profitant de populations et de territoires affaiblis, les nouveaux jihadistes s'appuient sur des finances colossales pour asseoir leur califat en Irak et en Syrie. Et l'étendre vers le sud.

Avec l'Etat islamique (EI), le jihadisme a changé de stratégie. Il ne s'agit plus de constituer un réseau à l'échelle internationale mais de s'appuyer sur un territoire. La mort de Ben Laden et la dislocation du réseau Al-Qaeda ont favorisé cette nouvelle stratégie, d'autant que le calife autoproclamé Al-Baghdadi a rompu avec le successeur de Ben Laden, Ayman al-Zawahiri.

Lorsqu'il s'installe en Syrie, l'EI dispose déjà de solides bases arrières en Irak, dans les provinces sunnites de Mossoul et d'Al-Anbar, d'où proviennent les combattants et les ressources financières. Car il a déjà instauré une fiscalité parallèle à celle de l'Etat irakien.

En Syrie, la ville de Raqqa devient sa capitale et le centre de son expansion dans le nord du pays. Accusant un retard de développement conséquent - un tiers d'analphabètes, un taux de fécondité de 8 enfants par femme et plus de 50% de la population active qui travaille dans l'agriculture -, la province de Raqqa est la plus pauvre de l'Etat syrien. C'est tout à fait l'environnement qui convient à l'EI, qui, après avoir éliminé les cadres du régime baasiste et les opposants laïcs, va pouvoir imposer un salafisme «authentique» à la population.

L'instauration de cours de justice islamique et les distributions de nourriture sont les meilleures armes de l'EI pour séduire la population. Il s'agit de restaurer la justice et la sécurité pour les classes populaires, laissées pour compte de la libéralisation économique du régime de Bachar al-Assad et livrées aux rivalités entre groupes rebelles. Les silos à grains sont vidés pour alimenter les boulangeries qui doivent fournir du pain à prix modique. L'eau, don de Dieu, est désormais gratuite pour les agriculteurs des périphéries irriguées.

Contrôle des puits. L'Etat islamique redistribue également une partie des financements en provenance des pétromonarchies du Golfe - riches admirateurs privés ou les Etats eux-mêmes - lorsqu'ils partagent les mêmes intérêts stratégiques. Mais il ne se contente pas de ses ressources extérieures - qui le rendraient trop dépendant -, taxe le transit des marchandises et les commerces, et s'approprie les biens des populations expulsées.

Dès ce printemps, le contrôle des puits de pétrole de la vallée de l'Euphrate, entre Deir el-Zor et Al-Boukamal, lui a apporté une nouvelle source de revenus estimée entre 1 et 2 millions de dollars (entre 800 000 et 1,6 million d'euros) par jour. Le pétrole brut ou semi-raffiné alimente la contrebande vers l'Irak et la Turquie, voire vers la zone contrôlée par Damas. Il est également vendu à la population locale qui ne dispose que de ce carburant pour se déplacer ou alimenter les groupes électrogènes.

En Syrie, l'objectif premier de l'EI n'est pas la chute du régime d'Al-Assad mais l'unification des autres groupes rebelles sous sa bannière. Il s'est donc abstenu, dans un premier temps, d'entrer en conflit avec l'armée syrienne. Mais en juillet, une fois les derniers insurgés de la vallée de l'Euphrate éliminés ou ralliés, il s'est attaqué aux bases militaires de Deir el-Zor et Raqqa, s'emparant notamment de l'aéroport militaire de Tabqa. Il poursuit son avancée vers le nord-ouest de la Syrie, à la fois contre les rebelles et les milices kurdes du PYD, la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Hérétiques. La lutte contre les Kurdes est un puissant facteur d'unification des Arabes sunnites qui profite directement à l'EI, en Syrie comme en Irak. La création de territoires et de gouvernements autonomes kurdes constitue une inversion de pouvoir tout à fait inacceptable pour les Arabes habitués à dominer les Kurdes. L'Etat islamique, tout comme dans le passé les régimes baasistes, profite du sentiment antikurde, menant à leur encontre une stratégie très claire d'épuration ethnique. Qu'importe si les Kurdes sont sunnites, leur islam n'est pas jugé sincère par Al-Baghdadi.

Quant aux chiites, ils doivent être éliminés sans plus de procès car jugés hérétiques. En Irak, après des siècles de domination, les sunnites n'ont pas supporté l'arrivée au pouvoir des chiites subséquente à la chute de Saddam Hussein. En Syrie, la domination des alaouites, depuis la révolution baasiste de 1963, est contestée par la majorité sunnite.

En principe, les chrétiens, considérés comme «gens du livre», devraient être tolérés en tant que *dhimmi*, moyennant une taxe spéciale : la *jizya*. Mais en réalité, il s'agit d'éliminer toutes les communautés qui pourraient servir d'appuis à une reconquête extérieure : les yézidis du Sinjar sont certes considérés comme hérétiques, mais le massif de cette région d'Irak est surtout un endroit stratégique qui menace Mossoul et assure la continuité entre le Kurdistan de Syrie et d'Irak. L'enclave kurde d'Aïn al-Arab (Kobané) entrave la progression de l'Etat islamique vers Alep (*lire ci-dessous*) ; il est donc indispensable de l'éliminer avant de poursuivre vers le sud-ouest. Salamyeh, à l'est de Hama, peuplé d'ismaélites (chiites) et d'alaouites, sera sans doute la prochaine cible, moins en raison de sa population «hérétique» que de sa position stratégique sur la nouvelle route qui relie Homs à Alep. Al-Baghdadi veut régner sur un

territoire épuré des éléments non-arabes et non-sunnites, garantie de sa sécurité : Bagdad, ville à majorité chiite, ne l'intéresse pas, contrairement à Alep, objectif plus accessible.

En Syrie tout comme en Irak, l'EI est désormais constitué de combattants locaux, principalement recrutés dans les couches populaires de la société, parmi une jeunesse qui rêve de renverser les rapports de pouvoir traditionnel, le patriarcat et le tribalisme à son profit. Mais il ne néglige pas pour autant les structures classiques d'encadrement territorial : les chefs tribaux sont invités à donner leurs filles en mariage aux «émirs» de l'Etat islamique et à envoyer leurs fils combattre dans ses rangs. Ainsi, toute la clientèle bascule vers lui, ce qui risque de compliquer une stratégie de contre-insurrection s'appuyant sur les tribus sunnites, comme l'avait fait le général Petraeus en 2006.

Contre-productives. Les frappes de la coalition ne gênent pas l'EI, bien au contraire, ses combattants étant mobiles et dispersés au milieu de la population. Les «dégâts collatéraux» inévitables que causent ces frappes à la population civile lui apportent un nouveau soutien. Devenu l'ennemi public numéro 1 des Etats-Unis, les financements extérieurs affluent et les autres groupes islamistes sont forcés de lui témoigner sa solidarité, tel le Front al-Nusra. Sans appui terrestre, les frappes de la coalition seront rapidement inefficaces, voire contre-productives, or les rebelles «modérés» en Syrie sont incapables de s'opposer à la dynamique de l'EI et les Kurdes irakiens ne dépasseront pas les limites du Kurdistan. Pour venir à bout de l'Etat islamique, il faudrait à la coalition s'appuyer sur les gouvernements de Damas et de Bagdad, tous deux alliés de l'Iran, ce qui est en parfaite contradiction avec les intérêts géopolitiques de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie Saoudite.

[Fabrice Balanche Géographe et directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à la Maison de l'Orient et de la Méditerranée](#)